

Mesures gouvernementales Covid-19 : Trop c'est trop !



Andreas Gafner, Conseiller national UDF BE

La situation exceptionnelle de Covid-19 nous a extraordinairement marqués ces presque trois dernières années. Maintenant que de plus en plus de révélations sont faites, qui laissent penser que les mesures prises par l'État ont peut-être fait beaucoup plus de mal que de bien, il est grand temps de dire que trop c'est trop ! Il n'y a tout simplement plus aucune raison rationnelle de prolonger la loi Covid-19. Il est temps de tirer un trait. Il est temps de tirer un trait sur un chapitre qui a suscité beaucoup de controverses, de souffrances et de tensions massives au sein de la population.

Le certificat Covid ne sert à rien

Toujours ou encore plus aujourd'hui, nous de l'UDF disons non à la division causée par le certificat Covid et non à la société à deux vitesses. Aujourd'hui, nous savons par exemple que les arguments les plus importants pour les règles 3G ou même 2G sont réfutés. La vice-directrice de Pfizer, Janine Small, a en effet admis lors d'une audition devant la commission spéciale de l'UE que son "vaccin" Covid-19 n'a pas été testé avant sa mise sur le marché pour savoir s'il pouvait empêcher la transmission du virus. La transmission de Covid-19 ne pouvait donc pas être contenue par la nécessité d'une attestation, qui a au contraire exclus et marginalisé de nombreuses personnes de la vie publique. Il est donc insoutenable de prolonger encore les fondements légaux de cette démarche.

Réconcilier les gens

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est une évaluation complète des décisions prises durant la pandémie en Suisse - et non pas une "persistance éternelle" dans une erreur. Nous, les politiciens, avons une responsabilité particulière. Nous devrions tout mettre en œuvre pour rapprocher les gens et les réconcilier. Beaucoup de choses se sont brisées au cours des presque trois dernières années. De nombreux clivages se sont ouverts, parfois même au sein des familles. Il

est temps maintenant de donner les bons signaux : que la situation d'exception est terminée et que nous sommes prêts à reconnaître et à traiter les erreurs commises.